L'amende transactionnelle dans la loi du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

Par Fatiha NAAR
Maître de Conférences Classe B
Faculté de Droit et des Sciences Politiques
Université M. Mammeri de Tizi-Ouzou

Introduction :

La loi du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur[1] prévoit diverses sanctions pénales à l'encontre des intervenants dans le processus de mise à la consommation de tout produit ou service lorsque ces derniers ne répondent pas aux normes homologuées et aux spécifications légales et réglementaires qui les régissent, ne présentent pas de garantie contre les risques d'atteinte à la sécurité et à la santé du consommateur, ne répondent pas aux attentes légitime du consommateur quant à leur provenance, origine, espèce, quantité et modes d'utilisation et à leurs qualités substantielles. La loi du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes[2] innove par rapport à celle de 1989 qu'elle abroge, en prévoyant que certaines infractions au texte législatif peuvent être punies au moyen de l'amende transactionnelle qui est prononcée par l'administration. En effet, et en vertu des dispositions de l'article 86 de la loi, les agents de la répression des fraudes « peuvent infliger une amende transactionnelle à l'auteur de l'infraction puni par les dispositions de la présente loi ».

Si de telles dispositions rappellent le procédé de la transaction pénale consacré par divers textes, notamment dans le domaine

[1] Loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur, *JORA* n° 06 du 8 février 1989 (abrogée).
[2] Loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, *JORA* n° 15 du 8 mars 2009.

douanier, en matière de pratiques commerciales ou encore en matière d'infractions à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger[3], la nature juridique de l'amende transactionnelle diffère de celle de la transaction. Si elle constitue un mode alternatif aux poursuites pénales au même titre que la transaction, elle obéit à un régime juridique qui lui est spécifique.

I - L'amende transactionnelle : un mode alternatif aux poursuites pénales

L'amende transactionnelle a connu un développement tout-à-fait remarquable durant la dernière décennie dans les pays occidentaux. De tels choix du législateur sont à mettre en relation avec l'évolution parallèle des modes alternatifs de règlement des conflits qui sont adoptés dans toutes les autres matières et qui ont été consacrés sous la forme de modes alternatifs aux poursuites pénales dans le domaine de la répression pénale. Il est donc utile de replacer l'amende transactionnelle dans son contexte, celui de la consécration des modes alternatifs aux poursuites pénales, avant de se pencher sur la question de sa nature particulière.

A – Les modes alternatifs aux poursuites pénales en droit des affaires

L'amende transactionnelle ne peut être analysée avec rigueur que si un tel procédé est replacé dans son contexte global, marqué par un mouvement de dépénalisation du droit des affaires qui a vu le jour dans les pays occidentaux avant de s'étendre à la plupart des pays, notamment l'Algérie, et ce, sous l'effet de la mondialisation des échanges. Toutefois, l'analyse d'un tel procédé tel que consacré par la loi du 25 février 2009 montre que dans le cas de l'amende transactionnelle, le processus de dépénalisation reste inachevé.

[3] Voir, NAAR Fatiha, *La transaction pénale en matière économique*, Thèse de doctorat en sciences, Spécialité Droit, Faculté de Droit et des Sciences Politiques, Université M. Mammeri, Tizi-Ouzou, 2013.

1 – L'amende transactionnelle dans le processus de dépénalisation du droit des affaires

La notion de dépénalisation n'a pas un sens univoque : elle comporte en effet diverses significations.

La première forme de dépénalisation consiste en une « désincrimination » de faits jusque-là punis par la loi. Il s'agit, dans un premier cas de figure, de supprimer purement et simplement une incrimination devenue inutile, ce qui se traduit par la suppression de l'obligation sanctionnée pour la qualification supprimée : il y a alors « dépénalisation sèche »[4].

Dans une seconde situation, il s'agit pour le législateur de substituer à la sanction pénale d'autres instruments soit préventifs, soit répressifs mais d'une autre dimension. A titre d'exemple, on peut citer les sanctions civiles, administratives ou disciplinaires dont l'application peut parfois être mise en œuvre de manière combinée. Ici, le droit de la concurrence offre un bon exemple du procédé de la substitution. En vertu de la loi de 1989 relative aux prix, la répression des atteintes au principe de libre concurrence relevait de la compétence du juge statuant en matière pénale[5]. A l'occasion de la promulgation du nouveau dispositif juridique relatif à la concurrence en 1995[6] puis de la refonte de la législation en 2003[7], le juge répressif a été purement et simplement dépossédé de telles compétences qui ont été transférées au Conseil de la concurrence. Ce dernier se substitue ainsi au juge répressif dans la mesure où il est doté d'un pouvoir de sanction qu'il met en œuvre en dehors de toute intervention du juge. Dans une telle situation, il exerce des pouvoirs

---

[4] COULON Jean-Marie, *La dépénalisation de la vie des affaires*, Rapport au Garde des Sceaux, ministre de la Justice, Collection des rapports officiels, Paris, janvier 2008, p. 20.

[5] Loi n° 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix, *JORA* n° 29 du 19 juillet 1989 (abrogée).

[6] Ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 relative à la concurrence, *JORA* n° 09 du 22 février 1995 (abrogée).

[7] Ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003 relative à la concurrence, *JORA* n° 43 du 20 juillet 2003, modifiée et complétée par loi n° 08-12 du 25 juin 2008, *JORA* n° 36 du 2 juillet 2008, modifiée et complétée par loi n° 10-05 du 15 août 2010, *JORA* n° 46 du 18 août 2010.

de type juridictionnel qui relèvent de la compétence du juge et qui se résument essentiellement en des injonctions et des sanctions[8].

Étant qualifié de manière expresse d'« autorité administrative autonome » par le législateur, il ne peut prononcer de sanctions pénales. Les amendes prononcées par le juge pénal deviennent ainsi des sanctions administratives lorsqu'elles sont prononcées par le Conseil de la concurrence. En outre, l'ordonnance relative à la concurrence comporte des sanctions civiles à l'encontre des entreprises auteurs de pratiques restrictives de concurrence : l'article 13 de l'ordonnance de 2003 modifiée et complétée dispose que «Sans préjudice des dispositions des articles 8 et 9 de la présente ordonnance, est nul tout engagement, convention ou clause contractuelle se rapportant à l'une des pratiques prohibées par les articles 6, 7, 10, 11 et 12 ci-dessus »[9]. Ainsi, au lieu que les engagements en question relèvent du juge pénal, le législateur préfère la sanction civile de la nullité qui paraît mieux correspondre au domaine économique et financier.

On retrouve les sanctions disciplinaires dans le domaine financier qui regroupe le secteur bancaire, la bourse et les assurances où le législateur a institué des autorités de régulation chargées de superviser les activités placées sous leur contrôle. Ici, la sanction disciplinaire est prononcée par l'autorité de régulation :

- la commission bancaire pour les banques et établissements financiers[10], puis, à partir de l'année 2007, sa compétence a été

[8] Voir ZOUAÏMIA Rachid, « Le conseil de la concurrence et la régulation des marchés », *Idara*, n° 36, 2008, pp. 7-45.

[9] Sont visées par les articles cités, les ententes illicites, les abus de position dominante ou monopolistique sur un marché ou un segment de marché, les pratiques ayant pour objet de conférer à une entreprise une exclusivité dans l'exercice d'une activité, l'exploitation abusive, par une entreprise, de l'état de dépendance dans lequel se trouve à son égard une entreprise, client ou fournisseur, les offres de prix ou pratiques de prix de vente aux consommateurs abusivement bas par rapport aux coûts de production, de transformation et de commercialisation.

[10] Ordonnance n° 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit, *JORA* n° 52 du 27 août 2003, modifiée et complétée par ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, *JORA* n° 44 du 26

étendue à une nouvelle forme d'institutions financières : les coopératives d'épargne et de crédit[11] ;

- la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse[12] pour un ensemble d'opérateurs dans le secteur tels les intermédiaires en opérations de bourse, les organismes de placement collectif en valeurs mobilières [13] , les sociétés de capital investissement[14] ;

- la commission de supervision des assurances pour les sociétés d'assurances, sociétés d'assurance et/ou de réassurance, succursales d'assurance étrangères, sociétés de courtage d'assurance[15].

La sanction disciplinaire remplace la sanction pénale en ce qu'elle est mieux adaptée à l'activité des entreprises concernées par rapport à la sanction pénale[16]. On y retrouve, à côté des sanctions pécuniaires, l'avertissement, le blâme, la suspension temporaire de l'un ou de plusieurs des dirigeants avec ou sans nomination du administrateur provisoire, la cessation des fonctions de l'un ou de

juillet 2009, modifiée et complétée par ordonnance n° 10-04 du 26 août 2010, *JORA* n° 50 du 1er septembre 2010.

[11] Loi n° 07-01 du 27 février 2007 relative aux coopératives d'épargne et de crédit, *JORA* n° 15 du 28 février 2007.

[12] Décret législatif n° 93-10 du 23 mai 1993 relatif à la bourse des valeurs mobilières, *JORA* n° 34 du 23 mai 1993, modifié et complété par ordonnance n° 96-10 du 10 janvier 1996, *JORA* n° 03 du 14 janvier 1996 et loi n° 03-04 du 17 février 2003, *JORA* n° 11 du 19 février 2003 (rectificatif au *JORA* n° 32 du 7 mai 2003).

[13] Ordonnance n° 96-08 du 10 janvier 1996 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières (O.P.C.V.M) : (S.I.C.A.V.) et (F.C.P), *JORA* n° 03 du 14 janvier 1996.

[14] Loi n° 06-11 du 24 juin 2006 relative à la société de capital investissement, *JORA* n° 42 du 25 juin 2006.

[15] Ordonnance n° 95-07 du 25 janvier 1995 relative aux assurances, *JORA* n° 13 du 8 mars 1995, modifiée et complétée par loi n° 06-04 du 20 février 2006, *JORA* n° 15 du 12 mars 2006 (rectificatif au *JORA* n° 27 du 26 avril 2006), modifiée et complétée par ordonnance n° 10-01 du 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, *JORA* n° 49 du 29 août 2010.

[16] *Voir ZOUAÏMIA Rachid, Les autorités de régulation indépendantes dans le secteur financier en Algérie, Editions Houma, Alger, 2005 ; ZOUAÏMIA Rachid, Droit de la responsabilité disciplinaire des agents économiques : l'exemple du secteur financier, OPU, Alger, 2010.*

plusieurs des dirigeants des établissements en cause avec ou sans nomination d'administrateur provisoire, la limitation dans l'exercice de l'activité, le retrait d'agrément.

L'amende transactionnelle peut être considérée comme l'une des manifestations de la politique de dépénalisation du droit des affaires dans la mesure où le législateur octroie la compétence au profit d'une autorité administrative de prononcer une sanction à l'encontre d'un opérateur économique qui a commis une infraction et ce, en dehors de toute intervention du juge pénal. Ici, et au même titre que pour les autres procédés de dépénalisation, on assiste en effet à une mise à l'écart du juge statuant en matière pénale au profit de l'administration qui se substitue à l'autorité judiciaire. Toutefois, dans le cas de l'amende transactionnelle, le juge pénal n'est pas totalement dépossédé de ses attributions dans la répression des infractions à la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

2 – L'amende transactionnelle : un procédé de dépénalisation inachevé

L'analyse des dispositions de la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes montre clairement que l'amende transactionnelle n'est pas à proprement parler une forme de dépénalisation dans la mesure où lorsque l'agent économique refuse le procédé de l'amende transactionnelle ou lorsque l'administration n'y a pas recours, le juge pénal retrouve sa compétence naturelle. A ce titre, on peut soutenir qu'il s'agit d'un mode de dépénalisation inachevé dans la mesure où l'administration partage le pouvoir de sanction avec le juge et que tantôt c'est elle qui réprime l'infraction, tantôt elle laisse ce soin au juge pénal.

Une telle situation pose des problèmes juridiques sérieux dans la mesure où contrairement aux autres formes de dépénalisation, notamment celle qui se traduit par la substitution pure et simple d'une autorité administrative au juge pénal et entraîne une requalification de la sanction, dans le cas de l'amende transactionnelle, la substitution n'est pas achevée.

L'infraction ne change pas de nature : il s'agit toujours d'une infraction pénale, c'est plutôt la sanction qui se trouve affectée. Lorsqu'elle est prononcée par le juge, la sanction a un caractère pénal ; par contre, lorsque l'administration s'engage dans une procédure d'amende transactionnelle, elle s'ingère dans une matière qui relève toujours de la compétence du juge[17].

Qualifiée de procédure intermédiaire entre la poursuite et le classement, l'amende transactionnelle offre à l'auteur d'une infraction la possibilité d'éviter une action en justice et les inconvénients qui en résultent. Elle représente dans le même temps, pour l'institution judiciaire, un mode de gestion efficace de l'action publique en raison de l'économie de temps et de moyens qu'elle permet. Supposant le consentement de l'auteur de l'infraction, elle peut également favoriser « une justice apaisée » selon la formule d'un auteur[18].

L'adoption d'un tel procédé par le législateur pose un problème de conformité des dispositions de la loi aux prescriptions de la Constitution dans la mesure où un texte législatif décharge le juge pénal du pouvoir de prononcer des sanctions tout en maintenant l'infraction dans la matière pénale[19]. Ce sont d'ailleurs les mêmes problèmes qui resurgissent dans le cas des textes juridiques qui consacrent le procédé de la transaction pénale en matière économique et qui donnent compétence tant à l'administration qu'au juge pénal pour réprimer les infractions qu'ils énumèrent.

---

[17] Sur la question, voir DE GRAËVE Loïc, « La notion de sanction pénale en droit interne », in *La sanction. Colloque du 27 novembre 2003 à l'Université Jean Moulin Lyon 3*, L'Harmattan, Paris, 2007, pp. 61-82.

[18] GUINCHARD Serge, *L'ambition raisonnée d'une justice apaisée*, Rapport au Garde des Sceaux, La Documentation Française, Paris, 2008, p. 103.

[19] Voir, NAAR Fatiha, « La transaction pénale en matière économique ou l'extension des modes alternatifs de règlement des litiges à la sphère pénale », *Revue Critique de Droit et Sciences Politiques*, n° 1, 2011, pp. 35-70.

B – La spécificité de l'amende transactionnelle

Après une période de reconduction du droit français, suivie d'une rupture que commandait l'idéologie dominante, le législateur algérien entame une série de réformes à partir de l'entrée en vigueur de la Constitution de 1989. Dès lors que le nouveau droit consacre les principes de l'économie libérale, le législateur s'engage dans un large mouvement de reproduction du droit français, notamment pour tout ce qui a trait au domaine de l'économie.

Un tel changement de politique se manifeste notamment dans le domaine du droit des affaires où les pouvoirs publics se placent dans une optique libérale. Au même titre que pour les litiges civils et commerciaux où le législateur adopte et codifie les modes alternatifs de règlement des différends, notamment dans le nouveau code de procédure civile et administrative[20], il poursuit la même politique en matière pénale en consacrant les modes alternatifs aux poursuites pénales. Outre la transaction proprement dite, le législateur consacre des procédés voisins tels l'amende de composition, l'amende forfaitaire et l'amende transactionnelle.

1 – La similitude entre les diverses formes d'amendes mises en œuvre par l'administration

L'amende transactionnelle ne se distingue en rien de l'amende de composition et de l'amende forfaitaire. On se trouve en effet en présence du même procédé dont seulement l'appellation diffère d'un texte à un autre.

Dans le cas de l'amende de composition, elle est prévue à l'article 305 du Code des impôts directs et taxes assimilées qui dispose dans ses alinéas 5 et 6 que :

[20] Loi n° 08-09 du 25 février 2008 portant code de procédure civile et administrative, *JORA* n° 21 du 23 avril 2008. Sur la question, voir AKROUNE Yakout, « Les modes alternatifs de règlement des différends : un phénomène en constante expansion en Algérie », *RASJEP*, n° 4, 2008, p. 32.

« Le directeur des impôts de la wilaya peut retirer la plainte en cas de paiement total des droits simples et pénalités, objet de la poursuite, et après accord du directeur général des impôts.

Le retrait de la plainte éteint l'action publique conformément à l'article 6 du code de procédure pénale »[21].

Le même procédé est prévu par le Code des taxes sur le chiffre d'affaires dont l'article 119 dispose que les infractions visées à l'article 117 qui précède, sont poursuivies devant le tribunal statuant en matière répressive sur plainte de l'administration intéressée et le tribunal compétent est, suivant le cas et au choix de l'administration, celui dans le ressort duquel est situé le lieu de l'imposition, le lieu de la saisie ou le siège de l'entreprise. Le texte ajoute que « Le directeur des impôts de la wilaya peut retirer la plainte en cas de paiement total des droits simples et pénalités objet de la poursuite et après accord du directeur général des impôts ».

L'amende de composition est également prévue par le code de procédure pénale. A titre d'exemple, en matière de contraventions, l'article 381 du Code de procédure pénale prévoit le procédé de l'amende de composition en ces termes : « Avant toute citation devant le tribunal, le magistrat du ministère public compétent saisi d'un procès-verbal constatant une contravention, fait informer le contrevenant de la faculté qu'il a de verser, à titre d'amende de composition, une somme égale au minimum de l'amende prévue pour l'infraction ». Le contrevenant est tenu de verser en une seule fois le montant de l'amende de composition, faute de quoi il est cité au tribunal.

Quant à l'amende forfaitaire, elle est prévue par divers textes juridiques comme ceux régissant la circulation routière ou le secteur de la pêche.

En matière de circulation routière, la loi n° 2001-14 du 19 août 2001 [22] précise en son article 118 que « toute personne ayant

[21] *Code des impôts directs et taxes assimilées*, *CNC*, Alger, Edition 2012.

[22] Loi n° 01-14 du 19 août 2001 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière, *JORA* n° 46 du 19 août 2001, modifiée et complétée par loi

contrevenu aux dispositions de la législation ou de la réglementation sur la police de la circulation routière, passible d'une amende dont le montant maximum n'excède pas 5.000 DA, peut verser, dans les trente (30) jours suivant la constatation de l'infraction, une amende forfaitaire ». Dans ce cas, le contrevenant n'est pas poursuivi.

On retrouve également l'amende forfaitaire en matière d'infractions à la législation sur la pêche qui prévoit que « Les poursuites judiciaires peuvent ne pas être entamées par le ministre public moyennant versement par le contrevenant, d'une amende forfaitaire dans les trente (30) jours qui suivent la constatation de l'infraction.

Le règlement de l'amende forfaitaire dont le montant ne doit pas être inférieur au maximum de l'amende encourue par l'infraction commise, est effectué auprès des services du trésor public.

Le paiement implique la reconnaissance de l'infraction et tient lieu de premier jugement pour la détermination de l'état de récidive »[23].

A la suite de l'abrogation du décret législatif fixant les règles générales relatives à la pêche par la loi du 3 juillet 2001, le législateur abandonne purement et simplement l'amende forfaitaire de sorte que toutes les infractions relèvent de la compétence du juge pénal[24].

On constate qu'il existe une similitude entre amende forfaitaire, amende de composition et amende transactionnelle consacrée par la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes : l'initiative appartient à l'administration, l'auteur de l'infraction est sommé de payer le montant de l'amende ou des droits et pénalités faute de quoi l'administration transmet le dossier de

---

n° 04-16 du 10 novembre 2004, *JORA* n° 72 du 13 novembre 2004, modifiée et complétée par ordonnance n° 09-03 du 22 juillet 2009, *JORA* n° 45 du 29 juillet 2009.

[23] Article 36 du décret législatif n° 94-13 du 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche, *JORA* n° 40 du 22 juin 1994 (abrogé).

[24] Loi n° 01-11 du 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture, *JORA* n° 36 du 8 juillet 2001.

l'affaire au procureur de la République pour engager les poursuites, le règlement de l'amende a pour effet l'extinction de l'action publique. Par contre, il n'y a pas de similitude entre amende transactionnelle et transaction pénale dans la mesure où elles accusent un certain nombre de différences.

2 – Distinction entre amende transactionnelle et transaction pénale

La transaction pénale en matière économique est, au même titre que l'amende transactionnelle, un mode alternatif aux poursuites pénales. Selon une étude du Conseil d'Etat français, « les transactions en matière pénale proprement dite sont des transactions assez particulières. Il n'en demeure pas moins qu'elles sont des accords amiables mettant fin à un litige et qu'elles comportent des concessions réciproques, le règlement d'une certaine somme d'argent se traduisant par l'abandon des poursuites judiciaires »[25]. Les deux procédés offrent également les mêmes avantages de la transaction par rapport à la saisine du juge pénal : ils présentent en commun « l'avantage de la rapidité et de la confidentialité »[26].

L'amende transactionnelle se distingue de la transaction proprement dite sur plusieurs plans.

L'amende transactionnelle résulte d'une proposition de l'administration en charge de la répression des fraudes. Au contraire, en matière douanière, de changes ou de pratiques commerciales, l'initiative de la transaction revient au délinquant poursuivi. A titre d'exemple, l'article 265 du code des douanes dispose que « l'administration des douanes est autorisée à transiger avec les personnes poursuivies pour infraction douanière qui en font la demande ». Dès qu'il a pris connaissance du procès-verbal rédigé à son encontre, l'intéressé peut saisir l'administration compétente en vue de bénéficier d'une procédure de transaction.

---

[25] Conseil d'Etat, *Régler autrement les conflits : conciliation, transaction, arbitrage en matière administrative*, La Documentation française, Paris, 1993, p. 59.
[26] Ibid.

Au point de vue de la procédure et en matière de transaction, si le pouvoir de transiger appartient à des organes de l'administration soit en charge du secteur d'activité concerné, soit relevant de divers secteurs d'activité, le législateur a prévu la mise en place d'organes consultatifs, des commissions ou comités de transaction, dont la saisine obligatoire est liée au degré de gravité de l'infraction et donc à l'importance de l'amende que doit régler le délinquant pour se mettre à l'abri des poursuites pénales[27]. Par contre, dans le cas de l'amende transactionnelle, la procédure est simplifiée à l'extrême et l'autorité administrative agit seule, en l'absence de toute consultation d'un quelconque organe.

Le délinquant dispose d'un droit de contestation de l'amende de transaction auprès des organes habilités lorsqu'on est en présence d'une procédure de transaction. A titre d'exemple, l'article 61 de la loi relative aux pratiques commerciales dispose que « Le droit de contestation de l'amende auprès du directeur de wilaya chargé du commerce ou du ministre chargé du commerce est reconnu aux contrevenants ». Tel n'est pas le cas s'agissant de l'amende transactionnelle.

En présence d'une procédure de transaction, l'administration dispose d'une compétence discrétionnaire à un double titre : à l'issue de l'instruction de l'affaire, l'autorité administrative compétente prend une décision portant soit acceptation, soit rejet de la demande de transaction. Ici, l'administration dispose d'un pouvoir discrétionnaire de recourir ou non à la voie transactionnelle. En outre, elle dispose d'une certaine latitude en matière de fixation du montant de l'amende. Par contre, dans le cadre de la mise en œuvre du procédé de l'amende transactionnelle, l'autorité administrative dispose d'une compétence liée. La loi prévoit à l'article 90 que « Les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes notifient au contrevenant dans un délai n'excédant pas sept (7) jours à compter de la date de l'établissement

[27] En matière de pratiques commerciales, l'organe consultatif n'a pas été créé par la loi comme en matière douanière ou de changes, mais par une circulaire du ministre du commerce : Circulaire n° 01/2006 du 8 mars 2006 relative aux modalités de mise en œuvre de l'amende de transaction, inédite.

du procès-verbal, un avertissement par lettre recommandée avec accusé de réception mentionnant ... le montant de l'amende qui lui est infligée ainsi que les délais et les modalités de paiement... ». De même, l'administration ne dispose d'aucune marge de manœuvre dans la fixation du montant de l'amende dans la mesure où celle-ci est fixée par la loi.

II - Le régime de l'amende transactionnelle

La procédure de l'amende transactionnelle obéit à des conditions minimales et comporte deux phases : la constatation de l'infraction et la phase de la décision administrative.

A- La constatation de l'infraction

La structure habilitée à recourir à l'amende transactionnelle se fonde pour prendre une décision, sur les procès-verbaux portant sur la constatation matérielle des faits imputables au délinquant qui constituent la base nécessaire de la poursuite de l'infraction. D'où la nécessité de se pencher sur la qualité des agents habilités à constater les infractions ainsi que sur la valeur juridique attachée aux procès-verbaux de constat de telles infractions à la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

1 - Les agents habilités

Si la constatation des infractions pénales relève habituellement de la compétence de la police judiciaire, dans le domaine des activités économiques la loi élargit ce type d'attributions à des fonctionnaires appartenant à l'administration en charge de la supervision de l'activité en cause. En vertu des dispositions de l'article 25 de la loi relative à la protection du consommateur, « Outre les officiers de police judiciaire et les autres agents autorisés par des textes spécifiques, sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions de la présente loi, les agents de la répression des fraudes relevant du ministère chargé de la protection du consommateur ».

D'abord, s'agissant des officiers de police judiciaire, et en vertu de l'article 15 du code de procédure pénale, ont la qualité d'officier de police judiciaire :

- les présidents des assemblées populaires communales;
- les officiers de la gendarmerie nationale ;
- les commissaires de police ;
- les officiers de police ;
- les gradés et gendarmes comptant au moins trois (3) ans de service dans la gendarmerie nationale, désignés par arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre de la défense nationale, après avis d'une commission ;

- les inspecteurs de la sûreté nationale comptant au moins trois (3) ans de service en cette qualité et désignés par arrêté conjoint du ministre de la justice et du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, après avis d'une commission ;

- les officiers, sous-officiers des services militaires de sécurité, spécialement désignés par arrêté conjoint du ministre de la défense nationale et du ministre de la justice.

A côté des officiers de police judiciaire, le texte fait référence aux autres agents autorisés par des textes spécifiques. Une telle formulation ne manque pas d'étonner dans la mesure où on est en présence d'infractions pénales dont le traitement mérite la clarté et la rigueur des textes. Face à une telle lacune, on est contraint de rechercher les textes spécifiques habilitant certains agents à rechercher et à constater les infractions aux dispositions de la loi relative à la protection du consommateur et répression des fraudes. Une telle tâche n'est pas aisée en raison de la multiplicité des textes qui traitent de la matière ne serait-ce de manière incidente. Il reste qu'on peut citer au moins deux exemples de textes de lois où le législateur habilite certaines catégories d'agents à rechercher et constater de telles infractions.

Dans le cas de marchandises importées, le code des douanes prévoit en son article 241 que le pouvoir de constater les infractions en la matière relève des agents des douanes. La même compétence

est reconnue à d'autres catégories d'agents habilités à constater et à relever les infractions douanières, soit les agents des impôts et les agents du service national des garde-côtes.

La loi fixant les règles applicables aux pratiques commerciales habilite à effectuer des enquêtes et à constater les infractions les personnels appartenant aux corps spécifiques du contrôle relevant de l'administration chargée du commerce[28]. Il s'agit des personnels rattachés au service du contrôle des pratiques commerciales et anticoncurrentielles dépendant de la direction de wilaya du commerce[29]. Une telle compétence s'explique lorsqu'il s'agit d'infractions tant aux dispositions de la loi relative aux pratiques commerciales qu'à celles de la loi relative à la protection du consommateur. A titre d'exemple, on peut citer la détention de produits importés ou fabriqués de manière illicite.

La loi fait référence aux agents de la répression des fraudes relevant du ministère chargé de la protection du consommateur. Il s'agit des fonctionnaires rattachés au service de la protection du consommateur et de la répression des fraudes qui dépend de la direction de wilaya du commerce[30]. Les agents concernés sont répartis sur deux bureaux : celui du contrôle des produits industriels et des services et celui du contrôle des produits alimentaires[31]. Il faut y ajouter les personnels relevant de l'administration du commerce et exerçant au niveau des inspections du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes au niveau des frontières terrestres, maritimes, aéroportuaires et des zones et entrepôts sous douane. Au nombre de 50 sur le territoire national, ces inspections sont créées au vu de

[28] Loi n° 04-02 du 23 juin 2004 fixant les règles applicables aux pratiques commerciales, *JORA*, n° 41 du 27 juin 2004, modifiée et complétée par loi n° 10-06 du 15 août 2010, *JORA* n° 46 du 18 août 2010.

[29] Voir, décret exécutif n° 11-09 du 20 janvier 2011 portant organisation, attributions et fonctionnement des services extérieurs du ministère du commerce, *JORA* n° 04 du 23 janvier 2011.

[30] Ibid.

[31] Arrêté interministériel du 16 août 2011 portant organisation des directions de wilayas du commerce et des directions régionales du commerce en bureaux, *JORA* n° 24 du 25 avril 2012.

l'importance des flux de marchandises qui transitent au niveau des frontières[32].

2 - La force probante des procès-verbaux de constat

Le constat des infractions susceptibles de faire l'objet d'une procédure d'amende transactionnelle s'effectue au moyen de procès-verbaux. La valeur juridique de ces derniers est toutefois conditionnée par le respect d'un certain nombre de conditions de forme qui s'imposent aux agents habilités à constater les infractions à la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

Ces derniers constatent les infractions dans des procès-verbaux qui sont des actes officiels auxquels la loi attache une valeur juridique probante. Une telle force juridique ne s'attache toutefois qu'aux faits matériels constatés par l'agent compétent et non aux éléments qui résultent, par exemple, de sa propre déduction ou de ce qu'il a pu entendre rapporter par des tiers.

L'initiative de la constatation, elle relève normalement des agents auxquels la loi accorde ce genre de compétence. Il arrive toutefois que la constatation de l'infraction résulte soit d'une plainte, soit d'une dénonciation[33]. Au point de vue juridique, il y a lieu de différencier les deux procédures dans la mesure où elles sont le fait de personnes distinctes.

S'agissant de la dénonciation, elle résulte de l'acte par lequel un tiers porte à la connaissance des fonctionnaires compétents la commission de l'infraction. Quant à la plainte, elle émane nécessairement d'une personne victime de l'infraction.

---

[32] Voir arrêté interministériel du 13 novembre 2011 portant création des inspections du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes au niveau des frontières terrestres, maritimes, aéroportuaires et des zones et entrepôts sous douane, *JORA* n° 24 du 25 avril 2012.

[33] Sur la distinction, voir STEFANI Gaston, LEVASSEUR Georges et BOULOC Bernard, *Procédure pénale*, Dalloz, Paris, 2006, p. 107.

Le contrôle de conformité des produits et services par rapport aux exigences spécifiées les concernant s'effectue à tout moment et à tous les stades du processus de mise à la consommation, « par constations directes, examens visuels, au moyen d'appareils de mesure, par vérification de documents, audition de personnes responsables ou par prélèvement d'échantillons »[34].

La loi précise que les agents de la répression des fraudes sont habilités à consulter tout document technique, administratif, commercial, financier ou comptable ainsi que tout support magnétique ou informatique et ce, sans se voir opposer le secret professionnel. Ils peuvent exiger la communication de ces documents, en quelque main où ils se trouvent et procéder à leur saisie. En outre, et en application de l'article 34 de la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, ils « ont libre accès de jour comme de nuit, y compris les jours fériés, dans les locaux commerciaux, bureaux, annexes, locaux d'expédition ou de stockage et, d'une manière générale, en quelque lieu que ce soit, à l'exception des locaux à usage habitation dont l'accès doit se faire conformément aux dispositions du code de procédure pénale ».

A la suite des opérations de contrôle, les agents habilités dressent des procès-verbaux qui obéissent, au point de vue formel, à des règles juridiques précises qui en conditionnent la régularité :

- Le procès-verbal qui comporte l'identité et la qualité des fonctionnaires ayant réalisé l'enquête doit être daté et signé : l'intérêt de cette dernière condition est de permettre de vérifier la compétence de l'agent verbalisateur tant matérielle que territoriale. Il comporte également la signature de la personne poursuivie. Lorsqu'il a été rédigé en sa présence, celle-ci signe le procès-verbal et copie lui est remise contre accusé de réception. Lorsqu'il a été rédigé en l'absence de l'intéressé ou que présent, il refuse de le signer, mention en est faite.

[34] Article 3 du décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes, *JORA* n° 05 du 31 janvier 1990, modifié et complété par décret exécutif n° 01-315 du 16 octobre 2001, *JORA* n° 61 du 21 octobre 2001.

- Il énonce, sans ratures, surcharges, ni renvois, les lieux des enquêtes effectuées et les constatations matérielles relevées.

- Les textes précisent que le procès-verbal doit comporter la qualification de l'infraction selon les dispositions législatives qui la répriment et doit faire référence, le cas échéant, aux textes réglementaires en vigueur.

Lorsqu'ils répondent aux formalités prescrites par la loi, celle-ci attache aux procès-verbaux une force probante jusqu'à preuve du contraire. Cela signifie que pour discuter la force probante de l'acte, le requérant doit apporter la preuve contraire soit par écrit, soit par témoin. Une telle procédure diffère de celle de l'inscription en faux, prévue par exemple par la loi relative aux pratiques commerciales, en ce sens que dans ce dernier cas, il est sursis au jugement de l'affaire au pénal en attendant qu'il soit statué sur l'inscription en faux par le juge civil[35]. D'après la doctrine, il s'agit d'une procédure délicate et rigoureuse qui aboutit rarement à des résultats favorables à la personne qui en demande la mise en œuvre[36] et ce, contrairement au cas des procès-verbaux ayant force probante jusqu'à preuve du contraire.

B - La mise en œuvre de l'amende transactionnelle

Deux points importants méritent des développements : le premier a trait à l'étendue des prérogatives dont dispose l'administration chargée de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, le second concerne les effets de l'amende transactionnelle et notamment les conditions de l'extinction de l'action publique.

[35] Voir, art. 179 à 185 de la loi n° 08-09 du 25 février 2008 portant code de procédure civile et administrative, op. cit.

[36] STEFANI Gaston, LEVASSEUR Georges et BOULOC Bernard, *Procédure pénale*, op. cit., p. 107 ; également DELMAS-MARTY Mireille et TEITGEN-COLLY Catherine, *Punir sans juger ? De la répression administrative au droit administratif pénal*, Economica, Paris, 1992, p. 108.

1 - Les pouvoirs de l'administration

Lorsqu'ils dressent le procès-verbal de constat de l'infraction, les agents de la répression des fraudes consignent le montant de l'amende en relation avec l'infraction constatée et ce, en présence du contrevenant qui peut soit accepter, soit refuser le paiement. En cas de refus de paiement de l'amende transactionnelle, mention doit en être faite sur le procès-verbal et dans cette situation, c'est la procédure judiciaire qui est engagée à l'encontre du contrevenant.

Lorsque la personne concernée accepte le paiement de l'amende transactionnelle ou dans le cas où le procès-verbal est établi en son absence, ce dernier est transmis au service de la protection du consommateur et de la répression des fraudes de la direction de wilaya du commerce. En fonction de la nature de l'infraction, le dossier est traité soit par le bureau du contrôle des produits industriels et des services, soit par le bureau du contrôle des produits alimentaires.

Dans les limites d'un délai de sept (7) jours à compter de la date d'établissement du procès-verbal de constat, les services compétents notifient au contrevenant un avertissement par lettre recommandée avec accusé de réception pour le paiement de l'amende transactionnelle qui en précise le montant et les modalités de règlement.

On peut se poser la question de la nature des pouvoirs qu'exerce l'administration. Dispose-t-elle d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une compétence liée pour recourir à la procédure de l'amende transactionnelle ? La loi ne le précise pas. Si l'on se réfère aux dispositions de l'article 86 de la loi, celle-ci précise que « Les agents prévus à l'article 25 de la présente loi peuvent infliger une amende transactionnelle à l'auteur de l'infraction puni par les dispositions de la présente loi ». Peut-on en conclure que la loi n'impose pas aux agents en question de proposer la voie de l'amende transactionnelle et qu'elle leur accorde la prérogative de décider de manière discrétionnaire de proposer ou non une telle procédure ? En se référant aux dispositions de l'article 91 de la loi, on constate que les services compétents sont tenus à la notification de l'avertissement

au contrevenant dans le cas où le procès-verbal aurait été dressé en son absence, ce qui signifie que l'administration est tenue de proposer l'amende transactionnelle. Quant aux dispositions de l'article 86, elles signifient que les agents proposent la voie de l'amende de transaction dans les cas où la loi ne l'interdit pas de manière expresse, comme dans le cas d'une récidive par exemple.

On constate une différence avec la transaction pénale en matière économique qui n'est pas une obligation qui s'impose à l'administration. Comme l'a jugé la Cour suprême, il s'agit d'une faculté laissée à la discrétion de l'autorité administrative compétente qui apprécie librement l'opportunité des suites à réserver aux demandes dont elle est saisie : elle peut consentir la transaction comme elle peut opposer un refus à la demande de la personne poursuivie. Saisie de pourvois contre le rejet d'une demande de transaction, elle n'a pas manqué de réaffirmer à maintes reprises le caractère discrétionnaire du pouvoir reconnu à l'administration[37].

L'administration dispose d'une compétence liée contrairement à la matière de la transaction pénale au moins dans deux domaines :

Le premier a trait au montant de l'amende qui est fixé par la loi. A titre d'exemple, l'article 72 de la loi dispose : « Est puni d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à un million de dinars (1.000,000 DA), quiconque enfreint l'obligation hygiène et de salubrité prévues aux articles 6 et 7 de la présente loi ». Lorsque la procédure transactionnelle est admise, l'article 88 de la loi précise que le montant de l'amende transactionnelle est fixé pour infraction aux règles d'hygiène et de salubrité à deux cent mille dinars (200.000 DA). Ainsi, et contrairement au juge pénal, l'administration ne dispose d'aucune compétence pour moduler le montant de l'amende en fonction des faits de l'affaire. Elle ne fait qu'appliquer les termes précis de la loi qui fixe le montant de l'amende de manière impérative, ce dernier étant fixé comme un montant intermédiaire entre le minimum et le maximum de l'amende prononcée par le juge pénal. La situation est également différente de celle de la transaction

[37] Cour suprême, chambre des délits et contraventions, affaire n° 140314 du 30 décembre 1996 (inédit) ; affaire n° 157563 du 27 juillet 1998 (inédit).

pénale en matière économique où l'autorité administrative dispose d'une certaine latitude pour déterminer le montant de l'amende à l'intérieur des limites prescrites par les textes entre un seuil plancher et un seuil plafond. Ici, pour fixer le montant de l'amende, l'administration prend en considération un certain nombre de facteurs comme la gravité des faits constatés, les circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise, le degré de responsabilité des personnes poursuivies[38].

Lorsque plusieurs infractions sont relevées sur le procès-verbal de constat, le contrevenant est tenu au paiement du montant total des amendes qui punissent les différentes infractions, à condition que l'une d'elles ne tombe pas sous le coup des dispositions de l'article 87 de la loi.

La seconde limite apportée au pouvoir de l'administration découle des termes du texte législatif qui exclut la procédure de l'amende transactionnelle en application de son article 87 et ce, dans trois cas de figure :

- lorsque l'infraction constatée expose son auteur à des sanctions autres que pécuniaires ou à une réparation des dommages occasionnés aux personnes et aux biens. On peut citer, à titre d'exemple, les infractions punies de peines d'emprisonnement comme dans le cas de tromperie sur la quantité des produits livrés, ou de tromperie résultant de la vente d'un produit falsifié, corrompu, toxique ou dangereux à l'utilisation humaine ou animale ;

- en cas d'infractions simultanées dont l'une au moins ne peut donner lieu à l'application de la procédure de l'amende transactionnelle. C'est par exemple le cas lorsque l'intervenant ayant enfreint l'obligation d'étiquetage du produit est également poursuivi pour tromperie sur la quantité livrée de ce dernier ;

[38] Voir, NAAR Fatiha, *La transaction pénale en matière économique*, op. cit., pp. 216-224.

- en cas de récidive. Les trois cas précités, une note du ministère du commerce[39] en ajoute deux :

- lorsque le contrevenant refuse explicitement le recours au règlement transactionnel, lui préférant de facto les poursuites judicaires ;

- lorsque le contrevenant, présent, refuse de signer le procès-verbal établi à son encontre.

Dans la première situation, l'exception constitue une aberration. De telles dispositions sont inutiles sachant que l'amende transactionnelle ne peut être imposée à l'agent économique auteur d'une infraction.

Dans la seconde situation, la note ministérielle, qui n'est pas un texte d'application de la loi, ne peut être rattachée à aucune disposition de la loi. Elle pose un problème de légalité dans la mesure où la loi ne prévoit nullement un tel cas de figure. A ce titre, la disposition en question aurait du être mentionnée expressément dans le texte législatif. On peut en effet supposer que le contrevenant refuse de signer le procès-verbal au motif qu'il conteste les faits qui y sont consignés tout en étant disposé à payer le montant de l'amende transactionnelle.

Enfin, l'article 91 de la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes prévoit que « La décision portant le montant de l'amende transactionnelle n'est susceptible d'aucun recours ». Ces dispositions ne signifient nullement que la décision administrative n'est pas susceptible de recours devant le juge. Elles signifient que ce dernier n'est pas habilité à contrôler le montant de l'amende qui est fixée de manière impérative par la loi. Le recours reste ainsi permis lorsqu'il s'agit de remettre en cause par exemple la qualification de l'infraction ou le non respect des formalités prescrites par les textes.

[39] Ministère du commerce, Note relative à la mise en œuvre de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, www.mincommerce.gov.dz/notep0903.htm/

2 - Les conditions de l'extinction de l'action publique

Le contrevenant dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de l'avertissement, pour s'acquitter du montant de l'amende transactionnelle. Le règlement s'effectue auprès du percepteur du lieu de domicile ou du lieu de l'infraction du contrevenant et ce, en une fois, ce qui signifie que la loi n'autorise pas les versements échelonnés[40]. Le percepteur dispose d'un délai de dix (10) jours à compter du paiement pour en aviser les services chargés de la protection du consommateur et de la répression des fraudes concernés.

A défaut de règlement dans les délais prescrits, et dans le cas où l'administration ne reçoit pas l'avis du percepteur dans le délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception par le contrevenant de l'avertissement, les services concernés, soit le service du contentieux et des affaires juridiques, qui comporte un bureau du contentieux de la répression des fraudes et un bureau des affaires juridiques et du suivi du recouvrement[41], transmet le dossier des poursuites à la justice.

Dans le cas où le contrevenant règle le montant de l'amende transactionnelle, la loi prévoit expressément que l'action publique est dans ce cas éteinte[42]. Ainsi, la mise en exécution de la procédure de l'amende transactionnelle produit des effets majeurs en ce sens qu'elle clôt définitivement le litige entre l'administration et la personne poursuivie. Elle comporte un effet extinctif à l'égard de l'action publique.

D'abord, aucune poursuite ne peut plus être exercée à l'encontre de la personne visée par la décision de mise en œuvre de l'amende transactionnelle pour les mêmes faits et l'intéressé ne peut être mis

---

[40] Art. 92 de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, op. cit.

[41] Arrêté interministériel du 16 août 2011 portant organisation des directions de wilayas du commerce et des directions régionales du commerce en bureaux, op. cit.

[42] Art. 93 de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, op. cit.

en cause au cours d'une procédure judiciaire engagée sur les mêmes faits mais visant d'autres personnes, comme par exemple des complices. Comme l'exprime un auteur, « le contrevenant échappe à l'action publique comme le bénéficiaire d'une amnistie ou le contrevenant assez habile pour être protégé par la prescription »[43]. A ce titre et au point de vue de l'administration, celle-ci ne peut plus poursuivre le délinquant pour la même infraction dans la mesure où il est admis que la décision consacrant l'amende transactionnelle bénéficie de l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, faute de quoi l'intéressé dispose de l'exception de procédure transactionnelle à l'encontre de l'administration qui engage des poursuites après paiement régulier de l'amende[44]. Dans ce cas, il appartient à l'intéressé de prouver l'existence du règlement effectué.

Si des poursuites ont été engagées par erreur en dépit du règlement de l'amende dans les délais prescrits, le Ministère public doit être avisé par l'administration en charge de la protection du consommateur et de la répression des fraudes pour interrompre l'exercice de l'action publique. Lorsque l'affaire est en phase d'instruction ou en instance de jugement, le Ministère public doit requérir soit un non-lieu, soit la relaxe selon le cas. La question se pose toutefois de savoir quel sens judiciaire donner à la procédure de l'amende transactionnelle ou comment la traduire au niveau du dispositif du jugement. En d'autres termes, la personne poursuivie doit-elle bénéficier d'un non-lieu, d'une relaxe, d'un acquittement ?

En l'absence de jurisprudence en la matière, on ne peut que raisonner par analogie à travers l'exemple de la transaction pénale. Saisie d'un pourvoi en cassation dans deux affaires, la Cour suprême a tranché en rejetant le recours comme non fondé pour cause

[43] BOITARD, « La transaction en droit pénal français », *Revue de Sciences Criminelles*, 1941, p. 175, cité par AÏT IHADADENE Rezki, « La transaction en matière douanière : du règlement administratif à la transaction ? », *RASJEP*, n° 3, 1995, p. 475.

[44] GASSIN Raymond, « Transaction », *Encyclopédie Dalloz, Répertoire de Droit pénal*, p. 6.

d'extinction des actions publique et fiscale[45]. Ainsi, le juge algérien estime qu'il n'y a pas lieu de trancher sur l'innocence ou la culpabilité de la personne poursuivie dès lors qu'une transaction a définitivement réglé le litige qui oppose l'administration à la personne poursuivie[46].

Conclusion

La consécration de l'amende transactionnelle dans la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes constitue une innovation dans le droit de la consommation. Conçue par ses rédacteurs comme un mode de règlement à l'amiable permettant de mettre fin à un contentieux résultant des infractions aux dispositions de la loi et opposant l'administration chargée de la protection du consommateur et de la répression des fraudes à l'intervenant qui en est l'auteur, elle présente divers avantages tels l'efficacité, la rapidité et l'équité pour résoudre le contentieux né des infractions aux dispositions de la loi précitée. A cela il faut ajouter que « le recours à cette procédure présente l'avantage de soulager les juridictions d'un nombre important de dossiers de poursuites judiciaires »[47].

Le procédé de l'amende transactionnelle ne comporte pas que des avantages : on relève en effet que les personnes concernées par la procédure ne bénéficient d'aucune garantie parmi celles que leur reconnaît la procédure pénale devant le juge. A ce titre, les compétences reconnues à l'administration en matière répressive doivent être codifiées de sorte que les personnes poursuivies bénéficient de garanties qui ne sont pas simplement des règles de procédure, mais constituent des exigences de l'Etat de droit.

---

[45] Voir, BOUSKIA Ahcène, *La transaction en matière pénale en général et en matière douanière en particulier*, Office National des Travaux Pédagogiques, Alger, 2001, pp. 190-191.

[46] Ibid.

[47] Ministère du commerce, Note relative à la mise en œuvre de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, op. cit.

On constate enfin que les textes d'application de la loi n'ont toujours pas été adoptés[48], de sorte que ce sont les textes de mise en œuvre de la loi de 1989 qui sont toujours en vigueur.

[48] A l'exception du décret exécutif n° 12-355 du 2 octobre 2012 fixant la composition et les compétences du conseil national de protection des consommateurs, *JORA* n° 56 du 11 octobre 2012.